



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/La-CLASSE-denonce-la-repression-policiere-sur-le-campus-de-l-Universite-de>

La CLASSE dénonce la répression policière sur le campus de l'Université de Montréal



- Communiqués -
Date de mise en ligne : mardi 28 août 2012

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Montréal, 27 août 2012 - Ce lundi, la CLASSE tient à dénoncer la violence et la répression policière qui sévissent sur le campus de l'Université de Montréal. Plusieurs dizaines de milliers d'étudiant-e-s, notamment à l'UQAM et à l'UdeM, débraient aujourd'hui suite aux décisions qui ont été prises dans leurs assemblées générales respectives. L'application de ces mandats de grève est toutefois beaucoup plus difficile à l'Université de Montréal, où l'administration a appliqué la loi 12, qui restreint le droit de manifestation, d'expression et d'association.

La CLASSE tient à rappeler qu'avant que les administrations forcent le retour en classe, le climat sur les campus était calme. Depuis le début de ce conflit, le gouvernement pellette ses responsabilités dans la cour des administrations et des forces policières. Au final, les étudiant-e-s subissent les coups, les amendes et les propos déplacés alors que peu d'élu-e-s portent une oreille aux revendications étudiantes. « Pourtant les milliers d'étudiant-e-s ont de bonnes raisons de poursuivre cette grève et la répression n'a jamais été et ne sera pas une solution », dit Jeanne Reynolds, porte-parole de la CLASSE.

Aujourd'hui, des forces policières ont pénétré dans certains pavillons de l'Université de Montréal à la demande de l'administration pour contraindre les grévistes. « Il s'agit d'une réaction démesurée face aux décisions démocratiques prises par les étudiant-e-s. Les administrations doivent reconnaître le droit aux associations étudiantes de poursuivre la grève, tout comme elles ont reconnu la légitimité des votes de retour en classe pour les autres », rajoute Jeanne Reynolds.

Tout le monde sort perdant de l'intervention des forces policières et du non-respect de la démocratie étudiante. « Enseigner sous pression alors que des agents de sécurité et des policiers font la garde à l'extérieur de la classe ne crée pas un climat propice à l'apprentissage, » déclare Michel Seymour, professeur au département de philosophie de l'université de Montréal. La CLASSE salue la solidarité des professeur-e-s, notamment ceux et celles de l'UQAM.

La CLASSE demande aux administrations d'être à l'écoute des étudiant-e-s et professeur-e-s, car après tout, elles ne devraient pas représenter des intérêts différents de ceux de la communauté académique. « La loi 12 s'est avérée inapplicable dès le début. Au lieu d'être complice du parti libéral dans cette dérive répressive et autoritaire, les administrations devraient s'entendre avec les intervenant-e-s de leur milieu. Au lieu de faire appel à la force, elles devraient faire appel à la discussion », poursuit Camille Robert, porte-parole de la CLASSE.